

Fiscalité et croissance économique au Maroc

Taxation and economic growth in Morocco

Amal HADDOUCHI

Doctorante

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Salé

Université Mohammed V Rabat

Laboratoire du Droit Comparé, Economie Appliquée et Développement Durable

haddouchiamal@gmail.com

Mohamed BOUZAHZAH

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Salé

Université Mohammed V Rabat

Laboratoire du Droit Comparé, Economie Appliquée et Développement Durable

mobouzahzah@gmail.com

Nora ANGOUR

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Salé

Université Mohammed V Rabat

Laboratoire du Droit Comparé, Economie Appliquée et Développement Durable

n.angour@um5r.ac.ma

Date de soumission : 15/08/2023

Date d'acceptation : 08/10/2023

Pour citer cet article :

HADDOUCHI.A et AL. (2023), « Fiscalité et croissance économique », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 4 : Numéro 10 » pp : 170 – 180.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

La relation entre la fiscalité et la croissance économique reste un sujet d'actualité qui suscite un débat continu parmi divers chercheurs et décideurs. Toutefois, il n'existe pas de consensus établi sur cette relation en raison des résultats contradictoires obtenus dans différentes études. Certaines recherches ont indiqué que l'augmentation des taux d'imposition a un effet négatif sur la croissance économique. En revanche, d'autres études ont montré que la fiscalité est positivement liée à la croissance économique et qu'elle peut être un levier de prospérité économique. L'importance de cette question découle du rôle crucial que la fiscalité joue dans la réalisation des objectifs économiques et sociaux, d'où le présent article essaie d'examiner l'impact de la fiscalité sur la croissance économique au Maroc à partir du modèle d'optimisation de Scully en utilisant les données couvrant la période de 2002 à 2021.

Mots clés : croissance économique, fiscalité, Scully, pression fiscale, fonction de production.

Abstract

The relationship between taxation and economic growth remains a topical subject that engenders ongoing debate among various researchers and policymakers. However, there is no established consensus on this relationship due to contradictory findings in different studies. Some research has indicated that increasing tax rates has a negative impact on economic growth. Conversely, other studies have shown that taxation is positively correlated with economic growth and can serve as a powerful driver of economic prosperity. The significance of this issue stems from the crucial role taxation plays in achieving economic and social objectives, hence this article attempts to examine the impact of taxation on economic growth in Morocco using the Scully optimization model with data covering the period from 2002 to 2021.

Keywords : economic growth, taxation, Scully, tax burden, production function.

Introduction

La fiscalité est l'une des principales composantes de l'espace budgétaire des pays pour couvrir les dépenses publiques. Son rôle est reflété à travers l'allocation optimale des ressources, la redistribution des revenus, ainsi que la stabilisation économique (Musgrave, 1959), tout en respectant les enseignements de la théorie de la fiscalité optimale, qui consiste à analyser le compromis efficacité-équité auquel un Etat est confronté.

De ce fait, les décideurs devraient prendre en compte des taux d'imposition appropriés pour générer suffisamment de revenus pour financer les dépenses publiques tout en favorisant la croissance économique.

Par conséquent, la relation entre la fiscalité et la croissance économique demeure une question d'actualité permanente discutée par divers chercheurs et décideurs. Cependant, un consensus sur cette relation n'a jamais été atteint car diverses études ont abouti à des résultats contradictoires. Certaines études ont montré que les effets de l'augmentation des taux d'impositions nuit à la croissance (Romer & Romer, 2010 ; Khumbuzile & Khobai, 2018). Par ailleurs, d'autres études ont révélé que la relation entre la fiscalité et la croissance économique est positive et que la fiscalité est un outil puissant de prospérité économique (Jayeola et al., 2018 ; Babatunde et al., 2016).

L'importance accordée à cette question est justifiée par le rôle majeur que la fiscalité joue dans la réalisation des objectifs économiques et sociales d'un pays, tout en décourageant l'évasion et la fraude fiscale, d'où l'intérêt d'étudier l'impact de la fiscalité sur la croissance économique au Maroc par l'estimation d'un seuil optimal du taux d'imposition.

L'objectif de cet article est de répondre à la question suivante : **quel est le taux d'imposition optimal qui maximise la croissance économique au Maroc, et quelles sont les mesures à prendre pour l'atteindre ?**

Afin de répondre à cette question, on a choisi d'adopter une approche économétrique, à travers laquelle on essaie d'estimer un taux de taxation optimal qui maximise la croissance économique. Ce taux est estimé à partir du modèle d'optimisation de Scully en utilisant les données couvrant la période de 2002 à 2021.

De ce fait, Cet article se propose de présenter dans une première partie une revue de littérature théorique et empirique sur la relation entre la fiscalité et la croissance économique, et en deuxième partie, on va étudier la relation entre la fiscalité et la croissance économique au Maroc moyennant la détermination du seuil de taxation optimal.

1. Revue de littératures théorique et empirique sur le lien entre la fiscalité et la croissance

Le lien entre la fiscalité et la croissance économique est une question très importante qui a suscité l'intérêt depuis longtemps, des théoriciens, des décideurs, et des chercheurs.

L'impact de la fiscalité sur la croissance économique varie selon le cadre théorique retenu (modèles de croissance néo-classiques ou de croissance endogène), du facteur de production soumis à l'impôt (impôt sur le capital ou impôt sur le travail), des techniques de production et du processus d'accumulation du capital humain (Brun, et al.,1998).

Le modèle de croissance néoclassique de Solow (1956) et Swan (1956) suggère que la politique fiscale n'a pas d'impact sur la croissance économique à long terme (Solow & Swan,1956). Pourtant, la théorie de la croissance endogène, lancée par Romer (1990), a produit des modèles de croissance dans lesquels les dépenses publiques et les politiques fiscales peuvent avoir des effets à long terme ou des effets de croissance permanents.

Les conclusions théoriques de la littérature indiquent que la fiscalité peut avoir des effets à la fois négatifs et positifs sur la croissance économique. L'effet négatif est dû aux distorsions dans les choix et aux effets des facteurs de découragement inhérents aux impôts (Easterly et Rebelo 1993), ainsi que l'effet positif est indirectement dû aux dépenses financées par la fiscalité (Engen et Skinner 1996).

De nombreuses études ont examiné l'impact de la fiscalité sur la croissance économique. Les conclusions de ces études étaient mitigées, nombreux ont confirmé la théorie et trouvé un impact négatif des impôts sur la croissance économique, mais d'autres ont confirmé une relation positive entre les deux variables.

Scully, G. a estimé le seuil d'imposition optimal qui favorise la croissance économique de la Nouvelle-Zélande (Scully,1996). Il a constaté que la diminution du taux d'imposition augmentera la croissance. Lee Y. & Gordon R. ont examiné comment les politiques fiscales peuvent affecter la croissance économique. Les résultats révèlent que les taux d'impôt sur les sociétés sont négativement corrélés avec le taux de croissance économique moyen, de sorte qu'une réduction du taux d'impôt sur les sociétés à hauteur de 10% entraîne une hausse de 1 à 2 % du taux de croissance (Lee & Gordon, 2005). De plus, Arnold, J. a étudié l'effet de la structure fiscale sur la croissance économique globale pour les pays de l'OCDE (Jens,2008). Les résultats ont mis l'accent sur l'effet négatif des impôts sur la croissance économique.

Dans le même sens, Johansson A. & autres ont étudié la conception de la structure fiscale qui favorise la croissance économique. Ils ont constaté que les impôts sur les firmes sont les plus

destructeurs pour la croissance, suivis par les impôts sur le revenu des particuliers, puis des taxes sur la consommation. Une autre étude pour Padda I. & Akram N. a étudié l'effet de la politique fiscale sur la croissance économique pour certains pays asiatiques ; ils ont constaté que les modifications du taux d'imposition peuvent avoir un effet permanent sur la production et des effets temporaires sur son taux de croissance (Padda & Akram, 2009), ceci dit que toute augmentation d'impôt réduit le niveau de production par habitant, mais sans effet permanent sur la croissance.

Dackehag M. & Hansson A. ont exploré l'influence de l'impôt sur le revenu sur la croissance économique pour 25 économies riches de l'OCDE. Les résultats montrent que l'imposition des firmes et revenus des particuliers impacte négativement la croissance.

Macek, R. s'est concentré sur l'évaluation de l'effet de chaque type d'impôt sur la croissance économique pour les pays de l'OCDE. L'étude révèle que les impôts sur les sociétés et les revenus des particuliers favorisent la croissance économique (Macek, 2014). Saqib S. et d'autres ont à leur tour examiné l'effet de la fiscalité sur l'activité économique au Pakistan, mesuré par le PIB réel, la consommation et l'investissement. Ils ont constaté que les impôts affectent négativement l'activité économique.

Zellner A. & Ngoie K. ont étudié l'effet de la réduction du taux d'imposition sur la croissance économique américaine en s'appuyant sur un modèle macroéconomique marshallien. Ils ont constaté qu'une réduction de 5 % des taux d'impôts sur le revenu et sur les sociétés entraîne une augmentation d'environ 3 % de la croissance du PIB réel. De plus, Dladla K. & Khobai H ont examiné l'effet de la fiscalité sur la croissance en Afrique du Sud en utilisant une approche ARDL, qui a révélé une relation négative entre la fiscalité et la croissance économique en Afrique du Sud. Mdanat M et d'autres ont étudié l'impact de la structure fiscale sur la croissance économique en Jordanie à l'aide d'un modèle de correction d'erreurs (Mdanat, 2018). Les résultats soulignent que l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés affectent négativement la croissance du revenu par habitant, lorsque chacun d'entre eux est placé dans un modèle distinct. Cependant, les taxes sur la consommation ont un effet positif. Baiardi D et d'autres ont étudié la relation entre la politique fiscale et la croissance économique pour les pays de l'OCDE, et ont conclu une relation négative et significative.

D'autre part, la littérature empirique constate que certaines études ont conclu un impact positif de la fiscalité sur la croissance. Tosun & Abizadeh ont étudié la relation entre les changements fiscaux dans les économies de l'OCDE et la croissance économique (Tosun & Abizadeh 2005). Les résultats révèlent que les impôts sur les revenus personnels et fonciers ont un effet positif

sur la croissance du PIB par tête, tandis que les impôts sur les salaires et les biens et services ont répondu négativement.

De plus, Kofi Ocran a examiné l'impact de la politique budgétaire sur l'économie sud-africaine à l'aide d'un modèle VAR structurel (Kofi, 2011). Les résultats montrent que les recettes fiscales sont positivement corrélées à la croissance.

Babatunde & autres ont étudié l'effet des taxes sur la croissance économique en Afrique. Les résultats indiquent que les recettes fiscales ont un effet positif sur le PIB et stimulent la croissance économique (Babatunde, et al., 2016). Une autre étude pour Stoilova s'est concentrée sur la relation entre la structure fiscale et la croissance économique pour 28 pays européens en utilisant des données de panel regroupées (Stoilova, 2017). L'étude a révélé que certaines taxes ont un impact positif sur la croissance économique.

Tableau N°1 : Résultats de quelques études sur la relation entre la fiscalité et la croissance économique

Auteur, année de publication	Intitulé	méthodologie	Résultats
Scully. G, 1996	Taxation and economic growth in New Zealand (1927-1994)	Modèle de Scully développé par lui-même basé sur la fonction de production Cobb-Douglas pour déterminer le seuil d'imposition optimal.	Scully a trouvé une relation inverse entre le taux de croissance et la pression fiscale qui dépasse 21 %
Rudolf Macek, 2014	The Impact of Taxation on Economic Growth: Case Study of OECD Countries	Régression sur données de panel par la méthode des moindres carrés ordinaires	Les résultats indiquent que les impôts sur les sociétés et les revenus des particuliers favorisent la croissance économique
PADDA and NAEEM AKRAM, 2009	The Impact of Tax Policies on Economic Growth: Evidence from South-Asian Economies		Les résultats montrent toute augmentation d'impôt réduit le niveau de production par habitant, mais sans effet permanent sur la croissance.

Lee Y. & Gordon R. 2005 (1970-1997)	Tax structure and economic growth in 70 countries	Panel Effet fixe et régression empilée	Les résultats révèlent que les taux d'impôt sur les sociétés sont négativement corrélés avec le taux de croissance, de sorte qu'une réduction de ce taux de 10% entraîne une hausse de 1 à 2 % des taux de croissance
--	---	---	--

Source : auteurs

2. Estimation de la relation entre la fiscalité et la croissance économique au Maroc

En cherchant le lien entre la fiscalité et la croissance économique au Maroc, on a opté pour le modèle de SCULLY pour estimer un seuil de taxation optimal qui maximise la croissance.

L'hypothèse principale de ce modèle stipule qu'il existe deux secteurs dans l'économie : le secteur public et le secteur privé. Le gouvernement fournit les biens publics par le travail et le capital, qui sont uniquement financés par les recettes fiscales et la partie non imposée est utilisée par le secteur privé pour produire des biens privés. Pour produire les biens finaux, des sources publiques et privées sont utilisées, et donc, la production totale est la somme de la production des deux secteurs.

Le modèle prend la forme de la fonction de production de type Cobb-Douglass à rendements d'échelle constants.

$$Y_{it} = a(G_{t-1})^b [(1 - \tau)Y_{t-1}]^c \quad (1)$$

Au niveau de cette équation, Y représente le produit intérieur brut, G les dépenses publiques, et τ le taux de pression fiscale.

où G_{t-1} représente les dépenses publiques de la période précédente, Y_t est la production intérieure brute et τ est le taux de la pression fiscale observée.

Le modèle suppose un budget équilibré dans lequel toutes les dépenses publiques sont financées par les recettes fiscales :

$$G_t = \tau Y_t \quad (2)$$

Avec (τ) le ratio pression fiscale.

L'équation (1) peut s'écrire tel que :

$$Y_t = a(\tau_{t-1} Y_{t-1})^b [(1 - \tau_{t-1}) Y_{t-1}]^c \quad (3)$$

Avec τ le taux de pression fiscale, et Y le produit intérieur brut.

La transformation logarithmique de l'équation (3) donne :

$$\log(Y_t) = \log(a) + b \log(\tau_{t-1}Y_{t-1}) + c \log((1 - \tau_{t-1})Y_{t-1}) + \varepsilon \quad (4)$$

Le taux optimal τ^* qui optimise la croissance, s'obtient par la relation suivante :

$$\tau^* = \frac{b}{(b+c)}$$

Pour estimer la pression fiscale optimale au Maroc, on a utilisé les données chronologiques annuelles couvrant la période 2002-2021. Le modèle de base log-linéarisé de Scully est estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Ainsi, l'ensemble des variables économiques utilisés sont : Le produit intérieur brut (Y) et la pression fiscale (τ).

2.1. Estimation de la pression fiscale optimale y compris TVA, IS et IR des collectivités territoriales

Les résultats de l'estimation de l'équation (4) en MCO témoignent la significativité du modèle, selon la statistique Fisher dont la probabilité est largement inférieure à 5%.

$$R^2 = 0.992951 \quad DW = 1.869970$$

Les paramètres d'estimation du modèle de Scully sont reportés dans l'équation suivante :

$$\log(Y_t) = 1 + 0.218477 \log(\tau_{t-1}Y_{t-1}) + 0.750141 \log((1 - \tau_{t-1})Y_{t-1}) + \varepsilon$$

le taux de pression fiscale globale y compris les CT est égale à $\frac{0.218477}{0.218477+0.750141} = 22.6\%$

Alors que le taux de pression fiscale optimale estimé est à l'ordre de 22,6%, la pression fiscale observé au Maroc varie entre 16% et 21% durant la dernière décennie avec une moyenne de 20,7%.

Ceci dit, que le potentiel fiscal qui représente la différence entre le taux estimé et le taux observé est à l'ordre de 2% du Pib. Cette différence est expliquée par une assiette fiscale étroite et la défaillance du contrôle favorisant les situations de fraude, évasion et évitement fiscal.

2.2. Estimation de la pression fiscale optimale hors TVA, IS et IR des collectivités territoriales.

L'estimation de la pression fiscale hors recettes des collectivités locales a donné l'équation suivante :

$$\log(Y_t) = 0.941498 + 0.191443 \log(\tau_{t-1}Y_{t-1}) + 0.779098 \log((1 - \tau_{t-1})Y_{t-1}) - 0.117164 \text{ dum}20 + \varepsilon$$

le taux de pression fiscale optimale hors CT est égale à $\frac{0.191443}{0.191443+0.779098} = 19.7\%$

Le taux d'imposition optimal hors collectivités territoriales est à l'ordre de 19.7%, alors que celui observé est à l'ordre de 16,7% en 2021.

Ces résultats confirment le manque à gagner fiscal du Maroc, qui nécessite une mobilisation accrue de la part des autorités fiscales pour pallier à cette situation.

Le tableau suivant résume les résultats de la modélisation économétrique de la pression fiscale y compris et hors collectivités territoriales.

Tableau N°2 : Résultats de l'estimation de la pression fiscale optimale

Pression fiscale	Taux d'imposition optimal	Taux d'imposition effectif
Pression fiscale optimale y compris les collectivités territoriales	22.6 %	20.6%
Pression fiscale optimale hors collectivités territoriales	19.7%	16.7%

Source : Calcul des auteurs

Conclusion

Le travail réalisé dans le cadre de cet article cherche à déterminer le niveau de taxation optimale qui maximise la croissance économique au Maroc sur la période 2002-2021.

Les résultats de l'estimation, conduite par le modèle de Scully, révèlent que le taux de pression fiscale optimal au Maroc est à l'ordre de 22.6 % du PIB, qui est supérieur au taux observé de 20.6% du PIB.

Cette perte fiscale estimée à 2% du PIB, est expliquée par une assiette fiscale étroite et une défaillance du contrôle fiscal opéré qui favorise la fraude, l'évasion et l'évitement fiscal.

Ces résultats suggèrent la nécessité de mener des réformes fiscales en profondeur qui vont certainement agir en faveur de la croissance économique, de l'efficacité et l'équité du système fiscal.

Ces réformes doivent prendre en considération des mesures pour l'élargissement de l'assiette fiscale, étant donné que l'IS ne couvre pas toutes les sociétés marocaines. De sa part, l'impôt sur le revenu ne s'applique pas efficacement puisqu'il est appliqué sur les revenus salariaux à hauteur de 70% alors que la part de l'IR professionnel est de 5%. Le taux d'imposition effectif de la TVA est également sous optimale suite au manque de mesures servant à rendre la structure fiscale de TVA plus uniforme, tout en limitant l'application des taux différenciés, et atténuant les défaillances de contrôle et de mise en conformité par l'administration fiscale.

Au regard des résultats et analyses, cet article recommande la mise en place d'une réforme fiscale en profondeur qui vise l'amélioration des dispositifs de collecte des impôts et taxes en

s'appuyant sur des mesures axées sur la modernisation de l'administrations fiscale, et la promotion du civisme fiscale à travers la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. En parallèle, il est recommandé de faire face au secteur informel qui est souvent considérée comme un objectif central de la réforme fiscale. Ce secteur représente le tiers de l'activité économique au Maroc¹ et impacte négativement les recettes fiscales.

BIBLIOGRAPHIE

1. Article de revue

- **Lee Y. & Gordon R.** (2005). « Tax structure and economic growth. » *Journal of Public Economics*, Volume 89, pp :1027-1043.
- **Matthias A.** (2008). « Do tax structures affect aggregate economic growth? empirical evidence from a panel of OECD countries. » *Department Working Papers OECD*, numéro 643.
- **Padda I. & Akram N.** (2009). « The impact of tax policies on economic growth : Evidence from South-Asian Economies. » *The Pakistan Development Review*, numéro 48, pp : 961-971.
- **Macek, R.** (2014). « The impact of taxation on economic growth : Case study of OECD Countries. » *Review of Economic Perspectives*.
- **Brun J. & Chambas G.** (1998). « La politique fiscale agit-elle sur la croissance ? » *Revue d'économie du développement*, numéro 2, pp : 115-125.
- **Solow R.** (1956). « A contribution to the theory of economic growth. » *The Quarterly Journal of Economics*, Volume 70 : numéro 1, pp : 65-9.
- **Scully G.** (1996). « Taxation and economic growth in New Zealand. » *Pacific Economic Review*, pp :169-177.
- **Barro R.** (1990). « Government spending in a simple model of endogenous growth. » *Journal of Political Economy*, pp :103-125.
- **Burgess R. & Stern N.** (1993). « Taxation and development. » *Journal of Economic Literature*, pp : 762-830.
- **Affi M. & Ramdaoui.** (2019). « Pression fiscale optimale et croissance économique au Maroc. » *Revue Economie & Kapital*, numéro 2.
- **Laffer A.** (1981). « Supply side economics. » *Financial Analysts Journal*, Volume 37 : numéro 5, pp : 29-44.

¹ Selon une étude publiée par Bank-Al Maghrib en 2022

- **Scully G.** (2000). « The growth maximizing tax rate. » Pacific Economic Review, Volume 5 : numéro 1, pp :93-96.
- **Scully G.** (2008). « Optimal taxation, economic growth and income inequality in the United States. » Policy Report, numéro 316.
- **Aftati R.** & Echaoui A. (2021). « Fiscalité et croissance : Test d'un effet linéaire au Maroc. » Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit, Volume 5 : Numéro 4, pp : 304 – 326.
- **Durante A.** (2021). « Reviewing recent evidence of the effect of taxes on economic growth. » Tax Foundation.
- **Acosta O.** & Yoo J. (2012). « Tax composition and growth: A broad cross-country. » IMF Working paper.

2. Livre

- **Adam S.** (2022). « La richesse des nations. » Flammarion, Tome 1.
- **Charline L.** (2022). « Les politiques économiques en Europe. » Breal.
- **Agnès B.** & Benoît C. & Pierre J. (2021). « Politique économique. » Boeck supérieur.
- **Eric V.** (2018). « Fraude fiscale et paradis fiscaux. » Dunod.
- **Jaouad O.** (2018). « La fraude fiscale et le développement économique et sociale. » Editions universitaires européennes.
- **Michel A,** & Jean L. (2011). « Fiscalité et croissance. » Descartes et Cie.
- **Frédéric T.** (2005). « Une fiscalité pour la croissance ». La documentation française.
- **Michel D.** & Jean O. & Pascale S. (2014). « Réforme fiscale et retour de la croissance. »